

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 6 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(LIMOUSIN)

NOR : *ASET0850224M*
IDCC : *1596, 1597*

Entre :

La fédération du bâtiment de la région Limousin ;
La CAPEB de la région Limousin ;
La fédération régionale des SCOP BTP du Limousin,

D'une part, et

La CFDT construction, bois du Limousin ;
L'union régionale CFTC du bâtiment de la région Limousin ;
Le syndicat FO du bâtiment de la région Limousin ;

Le SNC-CGC du bâtiment de la région Limousin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article 1.31 de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment, en date du 8 octobre 1990, les montants des petits déplacements pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, applicables dans la région Limousin sont modifiés ainsi qu'il suit :

1. Indemnité de repas :

- sous-zones 1 A, 1 B et autres zones : 9,61 € au 1^{er} janvier 2008.

Il est rappelé que l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

2. Indemnité de transport au 1^{er} janvier 2008 :

- sous-zone 1 A : 0,65 € ;
- sous-zone 1 B : 1,44 € ;
- zone 2 : 4,41 € ;
- zone 3 : 7,32 € ;
- zone 4 : 10,26 € ;
- zone 5 : 13,18 €.

3. Indemnité de trajet au 1^{er} janvier 2008 :

- sous-zone 1 A : 0,65 € ;
- sous-zone 1 B : 1,46 € ;
- zone 2 : 3,02 € ;
- zone 3 : 4,30 € ;
- zone 4 : 5,60 € ;
- zone 5 : 6,90 €.

Article 2

Les présentes dispositions entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Article 3

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Limoges, le 6 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)